

## DEBATE

### Thierry DE MONTBRIAL

Nous avons une demi-heure pour un débat avec Monsieur Coulibaly et avec vous.

Monsieur le Premier Ministre, je voudrais vous poser une première question. Vous avez parlé avec éloquence et précision de la situation économique et des menaces qui pesaient sur l'économie. Vous avez parlé plus brièvement des questions concernant les menaces terroristes et de la déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest, dont nous parlerons abondamment pendant cette réunion. Vous n'avez pas dit grand-chose sur le progrès réel de la démocratie en Afrique. L'Afrique est vaste. On dit toujours : « En Afrique ». Disons plutôt dans la partie de l'Afrique que vous connaissez le mieux, c'est-à-dire l'Afrique de l'Ouest, ce qui ne nous empêchera pas de descendre un peu plus vers le sud-ouest. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

### Amadou Gon COULIBALY

J'en suis à ma deuxième participation à la World Policy Conference. Je me souviens avoir indiqué l'année dernière :

- que l'Afrique avait tourné le dos aux coups d'État ;
- que l'Afrique avait tourné le dos à l'accès au pouvoir par la violence ;
- que, dans tous les pays africains, de plus en plus de régimes démocratiques légitimés par des élections se bâtissaient, et que c'était un progrès qu'il fallait noter sur le continent africain.

Après cette étape importante qui donne un visage un peu plus pacifique à l'Afrique du point de vue des contradictions politiques, nous envisageons maintenant avec beaucoup plus de sérénité le développement économique du continent. La menace principale aujourd'hui n'est plus ces problèmes de conflit en termes d'accession au pouvoir par des coups d'État, mais plutôt la question du terrorisme. Je souhaite donc confirmer qu'au niveau des pays africains, pour la zone qui est la nôtre, c'est-à-dire la zone de l'Afrique de l'Ouest, que je connais beaucoup mieux, les accessions au pouvoir se font de manière démocratique par des élections, dans une transparence libre et démocratique. On assiste vraiment en Afrique à la fin de tous ces processus d'accession au pouvoir par la violence. C'est une avancée notable. Je considère que c'est un élément fort sur la base duquel nous pouvons continuer à bâtir nos progrès économiques sur le continent.

### Thierry DE MONTBRIAL

Merci beaucoup. Je vais poser deux ou trois questions pour ouvrir. Nous passerons ensuite la parole à Monsieur Hervé Mariton, qui est le premier à l'avoir demandée. Restons dans les généralités, parce qu'il est intéressant de voir chaque année comment va le thermomètre, si je puis dire. Est-ce que vous diriez également que l'idée nationale se conforte... Parce que ce qui a été souvent remarqué, c'est que les circonstances de l'histoire coloniale font que les frontières en Afrique donnent parfois l'impression d'un certain arbitraire. Est-ce que vous avez le sentiment que, malgré cela, il y a une consolidation de l'idée nationale ?

### Amadou Gon COULIBALY

Je crois qu'au niveau du continent, au début des indépendances, jusqu'à il y a quelques années... Naturellement, la problématique des frontières héritées de la colonisation en était une. Il y a même eu dans certaines zones des conflits sur le tracé des frontières. Un accord global a été obtenu au niveau de l'OUA, qui dit que ces frontières ont été définitivement figées et reconnues comme telles. Ce problème est donc définitivement réglé. Cependant, l'Afrique a maintenant conscience que seuls de grands espaces arrivent à produire les richesses nécessaires et à améliorer les conditions de vie des citoyens qui y vivent. La notion de micro nationalismes est plutôt en train de disparaître au profit

d'espaces régionaux. Nous avons au niveau de l'Afrique huit espaces économiques régionaux qui essaient de fonctionner de manière plus ou moins efficace. Je sais que les choses se passent bien au niveau de l'UEMOA ou de la CEDEAO, puisqu'au niveau de l'UEMOA, nous avons même une monnaie commune, qui est le Franc CFA. Nous avons des critères de convergence au niveau économique. Au niveau de la CEDEAO, nous travaillons sur cette monnaie unique pour l'année prochaine avec des critères de convergence qui ont été définis pour les Etats. Nous avons également la Zlecaf – zone de libre-échange continentale africaine – qui vient d'être décidée par les États africains. Je crois donc que le sens de l'histoire est très clairement de se dire que ce sont les grands ensembles qui permettront de créer des marchés. Ce sont les grands ensembles qui permettront d'avoir des opérateurs économiques africains qui auront beaucoup plus d'efficacité. L'histoire n'est plus aux micro-nationalismes. L'histoire est à l'ouverture, aux grands ensembles. C'est à cela que tous les chefs d'État du grand continent travaillent.

### **Thierry DE MONTBRIAL**

Merci beaucoup. Hervé Mariton ?

### **Hervé MARITON**

Dans son message, Monsieur le Premier Ministre Édouard Philippe a parlé des questions de développement durable, au point que l'on a parfois le sentiment que la croissance n'est plus véritablement le sujet dans certains pays. Est-ce que vous pouvez nous dire comment vous articulez les objectifs et les ambitions de croissance que vous avez décrites avec le débat ambiant sur les enjeux du développement durable ? Deuxième question très brève : dans votre propos, Monsieur le Premier Ministre, vous n'avez pas évoqué les questions de migration... Il peut d'ailleurs y avoir un lien entre les deux au regard des questions de démographie.

### **Amadou Gon COULIBALY**

Concernant la question des objectifs de développement durable, qui sont notamment définis dans l'agenda des Nations Unies, le développement durable ne doit pas être simplement vu par rapport aux problèmes écologiques. Peut-être est-ce sous cet angle que votre question est plus précise ? Au niveau des ODD définis par les Nations Unies, nous allons bien plus loin que la problématique unique de la question écologique. C'est tout ce qui concerne le développement du capital humain, etc. En ce qui concerne la partie purement écologique, nous sommes partie prenante dans la COP 21. Nous avons pris des engagements au niveau de la COP 21 en Côte d'Ivoire, que ce soit par rapport au mix énergétique avec un pourcentage d'énergies renouvelables... Nous sommes en train de remplir ces engagements. Nous avons beaucoup plus de solaire qui se développe aujourd'hui en Côte d'Ivoire. Les coûts de production d'électricité au niveau du solaire ont chuté car nous avons, par chance et par nature, du soleil en abondance sur notre continent. Nous sommes donc totalement conformes aux engagements que nous avons déjà pris dans le cadre de la COP 21.

Ce sont ces engagements que nous respectons concernant les questions écologiques. Nous sommes, par exemple, aujourd'hui un grand pays producteur de cacao. Une problématique se pose : comment produire le cacao sans avoir recours à la déforestation, ce qui aurait un impact négatif au niveau du climat ? Nous travaillons donc aujourd'hui, avec une nouvelle politique forestière, à la définition de plans d'aménagements forestiers qui seraient concédés à des opérateurs qui seraient chargés d'avoir une agriculture beaucoup plus intensive pour réduire les surfaces nécessaires à la production de notre cacao et pour reboiser en même temps la forêt classée, de sorte à avoir une couverture végétale qui couvre au moins 20 % de la surface de notre pays. Toutes ces questions sont donc prises en compte dans la politique nationale. Concernant la question de la migration, j'en ai un tout petit peu parlé. Dans mon intervention, j'indiquais que l'Afrique avait à faire face à deux grands défis : celui de la création d'emplois ; et celui de la lutte contre la pauvreté. J'ai expliqué qu'il était important de régler ces défis ensemble, parce qu'ils avaient une incidence sur la problématique de la migration. Si nous n'avons pas d'emplois suffisants créés sur le continent, si nous n'avons pas suffisamment d'éléments de lutte contre la pauvreté, naturellement, il n'y a pas de barrière physique possible qui puisse empêcher les êtres humains d'émigrer. Sur cette question, nous considérons donc que nous devons continuer ensemble à travailler pour faire en sorte que les pays en développement puissent, avec une solidarité et une coopération internationale, avoir les progrès nécessaires pour retenir leurs compatriotes sur leur



territoire. Nous pensons que l'industrialisation est la voie royale qui permettra de créer les emplois qui sont nécessaires pour retenir les Africains sur le continent africain.

**Thierry DE MONTBRIAL**

Merci beaucoup. Monsieur Sheetrit ?

**Meir SHEETRIT**

Mr. Prime Minister, the Chinese are going to invest one trillion dollars in what they call the Silk Way, big part of it are investments in Africa. I wonder if you feel already any influence of Chinese over Africa because of those investments? And much more important, what is your feeling about that? Are you expecting any influence in the future because of these great investments that the Chinese are going to do in Africa, because today, China is blamed by the United States that it is taking control in many places in which they put investments in. So I wonder if you are dealing with this matter at all? Thank you.

**Amadou Gon COULIBALY**

Concernant la Chine, les choses sont simples pour nous. Je prends le cas de la Côte d'Ivoire. Nous avons quasiment la même coopération avec la Chine qu'avec tous les autres pays du monde. Nous n'avons jamais eu de prêt de la Chine en contrepartie de ressources naturelles de notre pays. Chaque année, nous avons un plafond d'endettement dans le cadre du programme que nous avons avec le Fonds monétaire international. Ce plafond d'endettement est indéterminé. Nous recherchons le financement nécessaire au plan national de développement qui a été mis en place par le pays. Les ressources peuvent provenir de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de l'AFD, de la coopération chinoise, etc., mais elles restent au niveau des emprunts conformes au plan d'endettement selon la gestion économique que nous avons arrêtée avec le Fonds monétaire international. Nous ne sommes pas un pays qui a connu les difficultés que d'autres ont connues, où des ressources naturelles ont été gâchées en contrepartie de prêts. Ce n'est pas la pratique de la Côte d'Ivoire.

La pratique de la Côte d'Ivoire est d'avoir un plafond d'endettement annuel, et de mobiliser les ressources, d'où qu'elles viennent, en regardant les conditions de financement optimales. Nous allons ensuite vers ces conditions et nous mobilisons les ressources pour financer notre plan national de développement. Pour rappel, le plan national de développement de la Côte d'Ivoire pour la période 2016/2020 est évalué à 50 milliards de dollars dont environ 60 % est financé par le secteur privé, et environ 40 % par le secteur public. C'est cette part du secteur public pour laquelle nous avons des financements de la banque Africaine de développement et des coopérations bilatérales dont celle avec la Chine. Nous ne connaissons donc pas les mêmes problèmes que certains pays qui ont engagé des ressources naturelles contre des prêts, et qui ont ensuite eu un endettement dont ils n'arrivaient pas à se sortir. Ce n'est pas le cas de la Côte d'Ivoire.

**Thierry DE MONTBRIAL**

Merci beaucoup. Monsieur CHAMBAS ?

**Mohamed IBN CHAMBAS:**

Thank you very much. I just wanted to make two comments. One on the process of democratization that you've talked about in Africa, which has seen some very good progress, particularly as Prime Minister Amadou Gon Coulibaly has said, in West Africa region, which I happen to know best so I will concentrate my efforts on there, and say that it is significant that we are also seeing alternation of power in many of our countries, in West Africa, even in countries like Nigeria, where before this was unthinkable, we saw that in the last election, the opposition was able to win elections form a certain government, and this has been true in many other West-African countries. And I want to emphasize in that respect the role of free press and the role of active civil society, of young women and men, who are very active holding leaders responsible, and ensuring that there is a transparent and credible electoral process in many of our countries for the elections. If we take countries where we had seen violence in elections, such as Côte d'Ivoire, you realize that there is tremendous improvement in putting in place a more peaceful atmosphere to allow all those who



wish to seek for power to use constitutional and legal means, and to shun any violent means to access to power, and that due to the role of many committed civil society activists, and I think that is one aspect that probably has not come up so far. Role of young men and women, very active to consolidate democracy.

To touch on the Sahel, I think that the world may be underestimating the security threat that we face in the Sahel. Because if we look at the investments that have been made – and this is something many of our leaders in Sahel and West Africa are beginning to point out – but if you look at the investments that have been made by the global community in dealing with the real and existential threat of terrorism in Sahel, it is frankly insignificant compared to similar efforts that were made, for instance in Northern Iraq and Syria, where the same phenomenon of terrorism existed. So I think more needs frankly to be done, the entire world needs to see the threat in the Sahel for what it is, and rise up to location in providing the necessary support that the countries desire and countries, which are themselves willing to make significant contribution by providing the necessary troops that they lack, the necessary equipment, military equipment, intelligence, and some other financial support. We need to respond more strongly in the Sahel than has been the case so far. Thank you.

**Thierry DE MONTBRIAL:**

Well, thank you so much for this very important contribution and we will have of course the opportunities to continue to deal with this topic. Thank you very much indeed.

**Thierry DE MONTBRIAL**

Marie-Roger BILOA ?

**Marie-Roger BILOA**

Bonjour Monsieur le Premier Ministre.

**Thierry DE MONTBRIAL**

Bonjour à moi aussi d'ailleurs.

**Marie-Roger BILOA**

C'est déjà fait. Vous vous êtes félicités de l'entrée en vigueur des APE, les Accords de Partenariat Economique avec l'Union Européenne. Sachant que ce sont des accords qui sont souvent critiqués pour leur côté jugé inégalitaire entre l'Europe et l'Afrique... Ce sont des accords qui sont considérés comme n'arrangeant pas la partie africaine. Qu'en attendez-vous pour la Côte d'Ivoire, au moment où nous sommes en train de renégocier le Post-Cotonou Agreement - les accords Post-Cotonou 20-20. Qu'attendez-vous des APE pour la Côte d'Ivoire ? Merci.

**Amadou Gon COULIBALY**

Il faut déjà noter qu'il était prévu que nous ayons un accord au niveau de la CEDEAO avec l'Union Européenne. À la date d'aujourd'hui, tous les états de la CEDEAO ont signé, à l'exception du Nigéria. Cela veut dire que sur les 15 membres de la CEDEAO, 14 États ont déjà signé cet Accord de Partenariat Economique entre la CEDEAO et l'Union Européenne. Simplement, pour pouvoir le faire entrer en vigueur en tant qu'accord CEDEAO/Union Européenne, il faudrait que le Nigéria puisse signer. Le Nigéria n'a pas signé. Nous n'arrivons pas à passer à cette étape d'un accord global. La Côte d'Ivoire et le Ghana, qui ont des spécificités et qui exportent des produits vers l'Europe, ont décidé, puisqu'il y a des accords de réciprocité et que si nous ne les signons pas, nous avons un problème de restriction d'accès d'un certain nombre de produits de Côte d'Ivoire vers l'Union Européenne... Nous avons donc négocié avec l'Union Européenne un accord qui nous semble pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, et j'imagine le Ghana pour ce qui le concerne, un accord intérimaire qui garantit pour nous l'accès d'un certain nombre de produits essentiels pour la Côte d'Ivoire au niveau du marché de l'Union Européenne, et en réciprocité, un certain nombre de produits du marché de l'Union Européenne qui peuvent avoir accès au marché de la Côte d'Ivoire avec des taxations qui ont été étudiées. Nous avons fait le calcul et, en ce qui nous concerne, nous considérons que nous sommes gagnants et que c'est un



accord gagnant-gagnant. Pour en revenir à cet accord global au niveau de la CEDEAO, certains pays, et donc principalement aujourd'hui le Nigéria, considèrent qu'avec leur potentiel industriel, ils n'ont pas d'intérêt – à court terme en tout cas – à avoir un tel accord. C'est donc un débat qui est en cours. Pour la Côte d'Ivoire, en tout cas, nous avons fait nos calculs et nous sommes arrivés à la conclusion que c'était un accord gagnant-gagnant. Il est bon de noter que sur 15 états de la CEDEAO, 14 ont signé l'accord. C'est important de le savoir.

### **Thierry DE MONTBRIAL**

Merci beaucoup. Je vais passer la parole à trois personnes encore et je pense que ce sera probablement tout. Je vais leur demander d'être succinctes. Monsieur Le Président de l'IMRI, Monsieur Daniel SHEK, Monsieur GUIGOU et Monsieur Michel FOUCHER ? Cela fait quatre en fait. Je vais vous demander s'il vous plaît de ne pas faire de discours, mais d'être vraiment up to the point. Synthétiquement s'il vous plaît.

### **Jawad KERDOUDI**

Merci Monsieur le Président. Jawad KERDOUDI, Président de l'Institut Marocain des Relations Internationales. Monsieur le Premier Ministre COULIBALY, le Maroc a présenté sa candidature à la CEDEAO. Nous savons que la Côte d'Ivoire est favorable à cette adhésion. Ma question est : « Qu'est-ce qui empêche une décision définitive concernant cette question ? » Merci.

### **Amadou Gon COULIBALY**

Vous avez bien raison. La Côte d'Ivoire ainsi qu'un certain nombre d'états ont soutenu cette adhésion du Maroc à la CEDEAO, mais il a été décidé de procéder à des études. A l'issue de ces études, nous verrons de manière plus claire quels sont les avantages et les inconvénients pour la CEDEAO et pour le Maroc. Nous pourrions également prendre des décisions sur la base des études qui ont été réalisées. Ce sont ces études qui sont en cours, et qui, lorsqu'elles seront achevées, permettront aux chefs d'État de prendre la décision finale. La volonté politique et donc là, mais en dehors de la volonté politique, nous avons souhaité étayer tout cela par des études sur les liens commerciaux entre le Maroc et les états de la CEDEAO. Une fois que ces études seront terminées, les chefs d'État auront une base rationnelle pour prendre une décision.

### **Thierry DE MONTBRIAL**

Daniel SHEK ?

### **Daniel SHEK**

Monsieur le Premier Ministre, cher Thierry, bonjour. Il a été question de quelques points positifs et rassurants concernant la région de l'Afrique de l'Ouest, mais il faut quand même reconnaître que l'insécurité reste le sujet majeur qui focalise l'intérêt du monde. Il était question de l'aide internationale. Je voulais poser une simple question. Votre pays est bien heureusement à l'abri de ces mouvements d'insécurité et de terrorisme. Pensez-vous malgré tout qu'il y aurait peut-être lieu d'élargir un peu le cercle de coopération, de collaboration et de solidarité militaire, au-delà du G5 Sahel, pour prévenir une éventuelle contamination d'autres pays et un élargissement de cette menace terroriste ?

### **Amadou Gon COULIBALY**

Tout à fait. Aujourd'hui, nous avons eu des initiatives, notamment et fort heureusement, l'opération barkhane qui a permis au Mali de stopper la progression djihadiste. Nous avons la Minusma, qui est l'opération des Nations Unies, et nous avons le G5 Sahel. Nous nous sommes rendu compte qu'il était important que tous les pays de la CEDEAO prennent cette question à bras-le-corps. C'est pour cette raison que la CEDEAO a tenu un sommet à Ouagadougou, où nous avons décidé de nous impliquer de manière beaucoup plus efficace en mobilisant des ressources. Il s'agit de milliard de dollars dont j'ai parlé tout à l'heure. Il y a également eu une réunion qui s'est tenue à Dakar avec les ministres de l'économie et des finances pour la question relative au financement, ainsi que les ministres de la défense et les chefs d'état-major des armées au niveau de la CEDEAO, pour voir comment les troupes de nos différents États de la CEDEAO peuvent intervenir. Je pense que compte tenu de la gravité de la situation et de son impact non

seulement sur le continent, mais également sur les relations entre l'Afrique et l'Europe, de la même manière que l'on a une coalition internationale forte qui agit dans les pays comme la Syrie, on doit aller au-delà parce qu'aujourd'hui, il n'y a que la France qui est impliquée. Je pense qu'il est important de réfléchir à une coalition au-delà de la CEDEAO des États africains. Nous avons décidé de montrer ce signal, en disant : « Nous mettons des ressources. Nous allons nous organiser en tant que sous-région pour envoyer des troupes, etc. » Je pense qu'il faut aller beaucoup plus loin et réfléchir à une intervention de la communauté internationale pour régler ce problème du terrorisme au Sahel. Vous savez qu'il est nourri par la situation en Libye. Vous savez que malgré le succès que l'on peut avoir au niveau de la Syrie, les gens se déplacent et cherchent d'autres endroits où prospérer. Le succès en Syrie se transforme donc en risque au niveau du Sahel. Une action commune internationale doit donc, de notre point de vue, être imaginée.

### **Thierry DE MONTBRIAL**

Merci beaucoup. Je passe la parole à Jean-Louis Guigou. Essayez d'être bref car nous avons un peu plus d'une minute.

### **Jean-Louis GUIGOU**

Monsieur le Premier ministre, cher Thierry, je serais très court. Dans son rapport sur l'état du monde en 2050, la CIA voit se dessiner deux grandes régions Nord-Sud : le bloc des deux Amériques et le bloc de l'ASEAN, qui va du Japon et de la Chine jusqu'à l'Australie. En ce qui concerne l'Europe, l'Afrique, la CIA dit : « C'est le brouillard. Face à ce brouillard, le président de la République Emmanuel MACRON a été très clair. Il a dit le 27 août 2017 : « Je veux arrimer les deux continents africain et européen, et faire un grand axe intégré Afrique-Méditerranée-Europe. » Le président Juncker a dit : « Il faut faire une alliance. » Y a-t-il des chefs d'État ou des forces positives en Afrique qui militent pour ce rapprochement entre l'Europe et l'Afrique pour faire une grande région mondiale ?

### **Amadou Gon COULIBALY**

Oui. Je pense que c'est un axe qui est indispensable à explorer. Il y a déjà des liens qui sont historiques. Si vous prenez toutes les régions d'Afrique, elles ont toutes des liens historiques avec différents pays d'Europe. Je considère donc qu'il est totalement naturel que nous puissions travailler sur cet axe Afrique-Europe. Je ne dirais pas s'il y a effectivement des chefs d'État qui militent, mais nos chefs d'État sont favorables à cette vision. Je crois que ce sera une vision sur laquelle nous devrons travailler, une vision gagnant-gagnant qui montrerait que, dans cette coopération, les défis auxquels l'Afrique est confrontée seront également pris en charge au niveau de l'Europe. Je crois qu'avec la problématique de la migration dont je viens de parler, il est clairement de l'intérêt de l'Europe et de l'Afrique de trouver une solution au développement du continent africain. Cela me paraît absolument indispensable. Je pense qu'il s'agit vraiment d'une orientation sur laquelle nous devons travailler avec efficacité.

### **Thierry DE MONTBRIAL**

Merci Monsieur le Premier Ministre. J'ajouterai, Jean-Louis, que la question que tu poses pourrait également être posée aux Européens. Monsieur Coulibaly a rappelé qu'il n'y a actuellement que la France sur le terrain au Sahel. Je vais quand même ajouter – je l'avais oublié – Karl Kaiser. Karl, avec votre grande voix allemande, mais en français ?

### **Karl KAISER**

Je voulais poser une question qui a été soulevée sur le terrorisme. Que pensez-vous du rôle des pouvoirs extérieurs en combattant le terrorisme ? Par exemple, l'Union Européenne et les États-Unis ?

### **Amadou Gon COULIBALY**

J'indiquais tout à l'heure que, pour ce qui concerne la zone sahélienne, nous avons comme interventions : l'opération barkhane qui était intervenu pour stopper l'avancée djihadiste, la MINUSMA au niveau des Nations unies et l'initiative du G5 Sahel. Les chefs d'État de la CEDEAO ont décidé aujourd'hui d'avoir une action concertée, tant en matière de financement qu'en matière d'envoi de troupes. Je crois que la gravité de la situation telle que nous la vivons aujourd'hui...Il n'y a qu'à suivre l'actualité au Burkina Faso et au Mali, pour se rendre compte de la gravité de la



situation. Un pays comme la Côte d'Ivoire a, juste à sa frontière nord, deux pays qui sont gravement touchés. Vous devez savoir que ces terroristes visent à avoir un pays où ils pourraient toucher la côte. Il est donc extrêmement important que cette question soit prise à bras-le-corps. De mon point de vue, il faut une vraie coalition internationale – au-delà de la France dont nous saluons l'action – qui intégrerait l'ensemble des États qui en ont la capacité, pour pouvoir avoir une intervention aussi forte que ce que l'on fait dans des pays comme la Syrie. D'autant plus que, comme je vous l'ai indiqué, lorsque l'on règle le problème en Syrie, il se retrouve notamment au Sahel. Cela ne doit plus rester une question africaine. Les initiatives actuelles me paraissent insuffisantes. Je crois qu'il doit y en avoir d'autres, beaucoup plus robustes, qui nous permettraient de mettre fin à ce phénomène qui est une menace, non seulement pour l'Afrique mais qui est aussi à mon avis une menace pour l'Europe.

### **Thierry DE MONTBRIAL**

Merci beaucoup. J'ai voulu introduire ce sujet cette année et que nous y revenions d'ailleurs parce que c'est une question de sécurité en Afrique. Je crois que beaucoup de pays, en Europe même et dehors de l'Europe, ne se rendent pas suffisamment compte de son extrême importance. Je vous remercie. Je remercie également Monsieur Chambas. Je vous remercie vous, Monsieur le Premier Ministre, de mettre l'accent là-dessus.

Nous avons quelques minutes de retard, mais cela en valait la peine. Je vais pour la dernière question passer la parole à Monsieur Michel Foucher.

### **Michel FOUCHER**

Monsieur le Premier Ministre, comme vous le savez, il y a eu, avant la colonisation, six grandes périodes djihadistes en Afrique de l'Ouest. La France et le Royaume-Uni, pour de bonnes et de mauvaises raisons, ont bloqué tout cela en s'installant. On a l'impression que cette histoire-là reprend. Il y a bien sûr des facteurs extérieurs, mais dans le Massina au Mali, ce sont des facteurs internes. La démocratie progresse. Est-ce que l'État progresse dans votre hinterland ? Le moteur ivoirien est fondamental pour l'avenir de l'Afrique de l'Ouest, mais comme l'a dit Daniel Shek tout à l'heure vous allez être obligés de vous impliquer dans des questions sécuritaires, qui sont un peu de l'ingérence sur les déficits de l'État, qui sont trop grands au Mali et faibles au Burkina.

### **Amadou Gon COULIBALY**

Je considère que les deux pays font leurs meilleurs efforts pour contenir les avancées djihadistes dans leur pays. Les gouvernements font en tout cas de leur mieux. Nous pouvons cependant constater que, malgré cela, la situation se détériore. Ceci est visible avec les attaques que nous avons de manière régulière, que ce soit au Mali ou au Burkina Faso. Je pense que c'est cet élément, que tout le monde partage, qui a amené les chefs d'État de la CEDEAO à dire : « Nous ne pouvons plus laisser des pays gérer cette affaire seuls. Il faut que ce soit une affaire que nous gérons ensemble. » Je pense qu'au-delà de cette initiative extrêmement importante au niveau de la CEDEAO, nous devons aller beaucoup plus loin, comme je le disais, avec cette idée de coalition internationale. Un pays comme la Côte d'Ivoire est extrêmement important. Il représente 40 % du PIB de la région. Il est donc extrêmement important que ce pays ne soit pas touché. Pour qu'il ne soit pas touché, il faut absolument que la lutte contre le terrorisme au Mali et au Burkina Faso soit faite avec la plus grande rigueur, la plus grande efficacité et avec la plus grande détermination. Nous pensons que cela doit être un agenda inscrit au niveau international et en première place.

### **Thierry DE MONTBRIAL**

Merci Monsieur le Premier Ministre. Je crois que la question de Monsieur Foucher – nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir – concernait également la construction des États, c'est-à-dire des structures des États en Afrique. Nous avons déjà débordé, donc nous allons garder cela pour une autre fois.